

Défaillances d'entreprises dans le monde La tendance baissière touche à sa fin (+1% en 2017)

- Les entreprises sont plus vulnérables aux chocs externes. Les défaillances d'entreprises sont attendues en hausse en Asie-Pacifique, aux Etats-Unis et en Amérique Latine, alors que le repli observé ces dernières années en Europe perd de la vitesse. Les défaillances à l'échelle mondiale devraient croître de +1% en 2017.
- Le retour d'une inflation modérée ne devrait pas apporter un grand soutien au chiffre d'affaires des entreprises, alors que celles-ci doivent composer avec la hausse des coûts des intrants et les pressions salariales, qui s'ajoutent au durcissement des conditions de financement.
- La forte augmentation (+45%) des défaillances de grandes entreprises enregistrées sur les trois premiers trimestres de 2016 sera à l'origine de nouvelles turbulences. Ces grandes défaillances pourraient provoquer un effet domino, en affaiblissant davantage les fournisseurs déjà fragilisés.

PARIS – LE 18 JANVIER 2017 – En 2016, les entreprises ont eu du mal à résister face aux fortes tensions déflationnistes et à la faiblesse de la demande mondiale, malgré le soutien appuyé des politiques monétaires et budgétaires accommodantes. C'est ce qu'explique [Euler Hermes](#) dans sa dernière étude « *Défaillances, la partie émergée de l'iceberg* ». Selon le leader mondial de l'assurance-crédit, les défaillances d'entreprises devraient afficher un repli limité de -2% en 2016 dans le monde, et croître de +1% en 2017.

Les entreprises affectées par un environnement macro-économique et financier instable

« Au plan mondial, la tendance baissière des défaillances d'entreprises touche à sa fin », explique Ludovic Subran, Chef économiste d'Euler Hermes. « En cause, la croissance mondiale qui n'arrive plus à accélérer, et devrait rester bloquée sous les +3% pendant encore plusieurs années, ce qui rend les entreprises plus vulnérables aux chocs externes. »

A l'échelle mondiale, le retour d'une inflation modérée ne devrait pas apporter un grand soutien au chiffre d'affaires des entreprises, alors que celles-ci doivent composer avec la hausse des coûts des intrants et les pressions salariales, qui s'ajoutent au durcissement des conditions de financement. Les entreprises ont absorbé la crise de 2008-2009, mais restent fragilisées par l'instabilité de l'environnement macro-économique et financier mondial. En 2016, elles ont d'ailleurs dû affronter d'importants vents contraires, dont l'atonie de la croissance mondiale (croissance du PIB réelle de +2,5%), un ralentissement prononcé du commerce mondial (+1,9%), une féroce concurrence par les prix, et la volatilité des taux de change et des flux financiers internationaux.

La plupart des régions seront touchées, seule l'Europe semble tire son épingle du jeu

« En 2017, le nombre de défaillances devrait croître en Amérique Latine, en Afrique, en Asie-Pacifique et en Amérique du Nord. Parmi les pays les plus touchés dans ces régions, on retrouve le Brésil (+15%), la Chine (+10%) et les Etats-Unis (+1%). Seule l'Europe sera épargnée, mais le repli des défaillances perdra de la vitesse cette année », développe Ludovic Subran.

L'Amérique Latine enregistrera cette année sa sixième hausse consécutive du nombre de défaillances (+12%). La région souffrira de la récession au Brésil, en Argentine et au Venezuela, de la faiblesse du prix des matières premières, et de la dépréciation des devises locales.

La baisse continue des défaillances en Amérique du Nord arrive à son terme cette année : les faillites devraient croître modérément en 2017 aux États-Unis et au Canada (+1% et +2% respectivement). Aux États-Unis, les entreprises vont bénéficier des mesures du Président D. Trump destinées à relancer l'activité (domestique) à court terme, mais seront pénalisées par les mesures pesant défavorablement sur le financement et le commerce international.

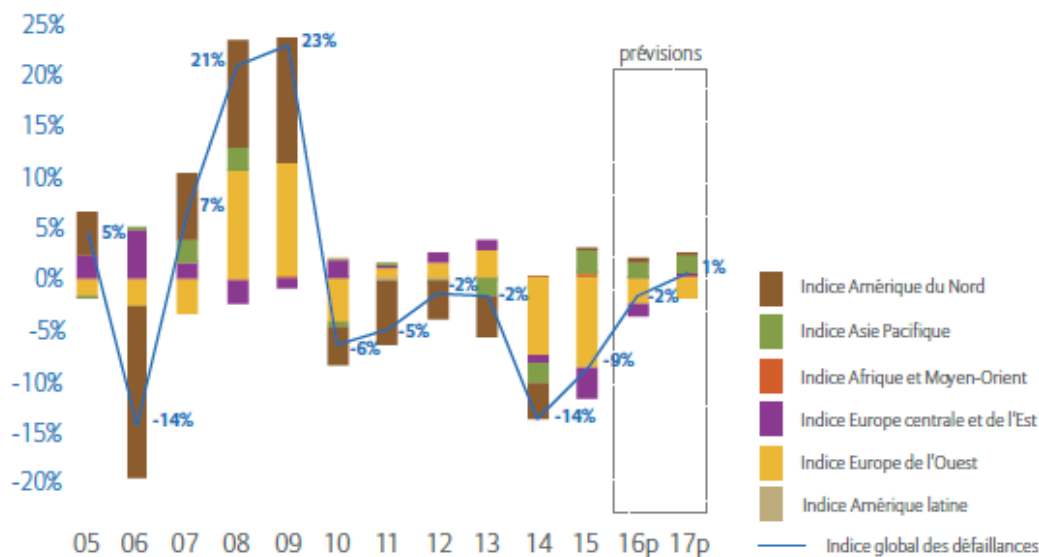
Côté Asie-Pacifique, les défaillances croîtront pour la 3^{ème} année consécutive en 2017 (+6%). Cette tendance aurait certainement été plus prononcée si les politiques monétaires et budgétaires

accommodantes n'étaient pas venues l'atténuer. La région doit faire face, en particulier, aux conséquences de la morosité des échanges mondiaux, déjà à l'origine d'une série de grandes défaillances, notamment dans le secteur du transport maritime. Un phénomène exacerbé par la multiplication des mesures protectionnistes.

L'Europe est à contre-courant de la tendance qui frappe le reste du monde. Le recul des défaillances d'entreprises reste de mise en Europe de l'Ouest et en Europe Centrale et Orientale (-4% et -1% respectivement en 2017). Toutefois, ce repli perd de la vitesse et les défaillances demeurent 27% supérieures à leur moyenne d'avant-crise en Europe de l'Ouest (31% en Europe Centrale et Orientale). De plus, ce tableau régional masque encore des situations hétérogènes selon les secteurs et les pays : les défaillances vont se stabiliser dans 5 des 17 pays d'Europe de l'Ouest en 2017, et augmenter dans quelques grandes économies comme la Pologne, la Russie et le Royaume-Uni.

Graphique Indice Global des Défaillances Euler Hermes et Indices Régionaux

variation annuelle en % et contribution à l'Indice Global



Sources : Statistiques nationales, prévisions Euler Hermes

En France, le repli des défaillances est visible, mais les niveaux restent alarmants

En France, les défaillances d'entreprises ont baissé de -5% en 2016 et devraient reculer de -7% en 2017. Les perspectives de croissance se sont améliorées depuis 2015 (+1,3% en 2016), idem pour les marges des entreprises (de 29,8% à fin 2013 à 31,6% au deuxième trimestre 2016) qui ont été soutenues par des réductions d'impôts ciblées et de meilleures conditions de crédit – notamment dans le secteur de la construction, où les défaillances ont diminué de -10% en 2016.

Le nombre total de défaillances est cependant toujours 25% plus élevé que le niveau d'avant-crise et les disparités régionales et sectorielles subsistent. Les secteurs liés au tourisme (transports, hébergement) ne bénéficient pas pleinement des bonnes nouvelles (seulement -1,8% d'une année sur l'autre en 2016), notamment en Ile-de-France.

Les faillites de grandes entreprises, source d'effet domino à l'échelle mondiale

La forte augmentation (+45%) des défaillances de grandes entreprises enregistrées sur les trois premiers trimestres de 2016 sera à l'origine de nouvelles turbulences. Ces grandes défaillances pourraient provoquer un effet domino, en affaiblissant davantage les fournisseurs déjà fragilisés.

L'Europe est la région la plus exposée (70 cas de faillites importantes en Europe de l'Ouest et 50 en Europe centrale et orientale). L'Amérique du Nord a enregistré le plus grand nombre de faillites en termes de chiffre d'affaires cumulé : 29 Mds EUR sur les trois premiers trimestres 2016 (contre 11 Mds EUR en Europe Occidentale et 17 Mds EUR en Asie-Pacifique). À noter que la moitié des grandes



entreprises qui ont déposé le bilan en Amérique du Nord opéraient dans le secteur du pétrole et du gaz. Au niveau mondial, les entreprises du secteur de l'énergie ont enregistré les plus importantes défaillances en termes de chiffre d'affaires cumulé, avec plus de 15 Mds EUR sur les neuf premiers mois.

Les entreprises publiques, menace ou opportunité ?

Les entreprises publiques (entreprises dont l'État détient directement plus de 50 % du capital social) restent, elles aussi, exposées au risque de faillite. Loin d'être des acteurs marginaux, ces entreprises peuvent avoir un impact significatif – positif ou négatif – sur les économies. Opportunité ou risque pour les finances publiques ? Euler Hermes a identifié 4 dimensions de risques liés aux entreprises publiques : leur poids relatif dans l'économie (nombre, taille et prédominance dans certains secteurs), leur niveau d'endettement, leurs inefficiences (capacité des à générer un chiffre d'affaires, de la trésorerie et des bénéfices au regard de leur niveau d'endettement), et l'existence d'une stratégie de sortie (l'État est-il enclin et/ou en mesure de se désengager ?).

« Plus de 160 des 2000 plus grandes entreprises du monde entier peuvent être techniquement définies comme entreprises publiques », ajoute Ludovic Subran. « De manière générale, les entreprises publiques chinoises présentent le profil de risque le plus élevé, suivies par celles du Brésil et de Russie. Les entreprises publiques des pays du Conseil de Coopération du Golfe présentent un profil de risque allant de faible à modéré. Dans les économies avancées, comme l'Italie et la France, les entreprises publiques peuvent être considérées comme étant à faible risque. »

Contacts media :

Euler Hermes France

Maxime Demory +33 (0)1 84 11 35 43
maxime.demory@eulerhermes.com

Publicis Consultants

Romain Sulpice +33 (0)1 44 82 46 21
romain.sulpice@mslfrance.com

Euler Hermes Group

Rémi Calvet +33 (0)1 84 11 61 41
remi.calvet@eulerhermes.com

N°1 de l'assurance-crédit en France, **Euler Hermes France**, filiale du groupe Euler Hermes, contribue au développement rentable des entreprises en garantissant leur poste client.

Euler Hermes est le leader mondial des solutions d'assurance-crédit et un spécialiste reconnu dans les domaines du recouvrement et de la caution. Avec plus de 100 années d'expérience, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients. Son réseau international de surveillance permet d'analyser la stabilité financière de PME et de grands groupes actifs dans des marchés représentant 92% du PIB global. Basée à Paris, la société est présente dans plus de 50 pays avec plus de 6.000 employés. Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est coté à NYSE Euronext Paris (ELE.PA). Le groupe est noté AA- par Standard & Poor's et Dagong Europe. La société a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,6 milliards d'euros en 2015 et garantissait pour 890 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde fin 2015. Plus d'information: www.eulerhermes.com, [LinkedIn](#) ou Twitter [@eulerhermes](#).

Réserve : Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la Direction de la Société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus, qui peuvent causer des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels. Une déclaration peut être de nature prospective ou le caractère prospectif peut résulter du contexte de la déclaration. De plus, les déclarations de caractère prospectif se caractérisent par l'emploi de termes comme " peut ", " va ", " devrait ", " s'attend à ", " projette ", " envisage ", " anticipe ", " évalue ", " estime ", " prévoit ", " potentiel " ou " continue ", ou par l'emploi de termes similaires. Les résultats, performances ou événements prospectifs peuvent s'écarter sensiblement des résultats réels en raison, notamment (i) de la conjoncture économique générale, et en particulier de la conjoncture économique prévalant dans les principaux domaines d'activités du groupe Euler Hermes et sur les principaux marchés où il intervient, (ii) des performances des marchés financiers, y compris des marchés émergents, de leur volatilité, de leur liquidité et des crises de crédit, (iii) de la fréquence et de la gravité des sinistres assurés, (iv) du taux de conservation des affaires, (v) de l'importance des défauts de crédit, (vi) de l'évolution des taux d'intérêt, (vii) des taux de change, notamment du taux de change EUR/USD, (viii) de la concurrence, (ix) des changements de législations et de réglementations, y compris pour ce qui a trait à la convergence monétaire ou à l'Union Monétaire Européenne, (x) des changements intervenant dans les politiques des banques centrales et/ou des gouvernements étrangers, (xi) des effets des acquisitions et de leur intégration, (xii) des opérations de réorganisation et (xiii) des facteurs généraux ayant une incidence sur la concurrence, que ce soit au plan local, régional, national et/ou mondial. Beaucoup de ces facteurs seraient d'autant plus susceptibles de survenir, éventuellement de manière accrue, en cas d'actions terroristes. La société n'est pas obligée de mettre à jour les informations prospectives contenues dans le présent document.